

Lutte contre la corruption : L'heure de vérité pour Bah N'Daw et « L'Impunité Zéro »

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 07 OCTOBRE 2020

703

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Gouvernement de transition

LE M5-RFP

se démarque et dénonce



Mali : La marchandisation de Soumaïla Cissé



Aversion contre les classes dirigeantes au Mali : Faut-il jeter les hommes politiques à la mer ?



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	Gouvernement de transition : LE M5-RFP se démarque et dénonce	P.4
Brèves	A l'école publique Diarra II de Médina-Coura : Le général Ibrahima Dahirou Dembélé fortement réclamé en Commune II	P.10
	Affaire de libération des otages dans le nord du Mali : Le fils de Sophie Pétronin, otage au Mali, en route pour Bamako	P.10
	Mali : Des institutions budgétivores à éliminer	P.10
	Gouvernement de transition : Makan Fily Dabo, nouveau ministre des Infrastructures et des Transports	P.11
	Service National des Jeunes : Un repas de corps pour plus de cohésion	P.11
	Nouveau ministre de la jeunesse et des sports : Qui est Mossa Ag Attaher ?	P.12
	Corruption en Afrique : 7 pays ont des flux financiers illicites	P.12
Actualité	Lutte contre la corruption : L'heure de vérité pour Bah N'Daw et « l'Impunité Zéro »	P.14
	Lutte contre l'impunité : Quel sort pour le fuyard Karim Kéita ?	P.16
	Canal+ Mali : Des innovations majeures !	P.17
	Bancarisation des allocution financières des étudiants : Le CENOU s'active pour améliorer les conditions des étudiants !	P.18
	Avion présidentiel-équipements militaires : Magouilles à ciel ouvert !	P.20
	Formation des formateurs banques sur les télépaiements : Le paiement des impôts en ligne marque des points	P.21
Politique	Mali : La marchandisation de Soumaïla Cissé	P.22
	Aversion contre les classes dirigeantes au Mali : Faut-il jeter les hommes politiques à la mer ?	P.24
	Gouvernement de Transition : La montagne a-t-elle accouché d'une souris ?	P.25
	Rumeurs d'annexion d'une partie du territoire malien : Démenti des autorités algériennes	P.27
	Transition au Mali : Faire de la demande d'intégrité une opportunité	P.28
Culture & société	Le gombo : Vertus pharmacologiques et nutritionnelles	P.30
International	Coopération militaire : Le Maroc et les États-Unis signent un accord	P.31
	Présidentielle en Côte d'Ivoire : La candidature indépendante de Kouadio Konan Bertin	P.32
Sport	Tournoi de montée en D1 : L'ASKO et le cass débutent bien	P.33

P.11



P.16



P.27



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



Gouvernement de transition : LE M5-RFP se démarque et dénonce

Qu'ils ont encore été nombreux, très nombreux ces experts en commentaires politiques à donner de doctes avis et à professer des sentences définitives sur la participation du M5-RFP au gouvernement de transition formé ce lundi par le Premier ministre Moctar Ouane.

Or, après la réunion de son Comité stratégique hier mardi, le M5-RFP affirme très clairement « **qu'il n'a pas de représentant dans ce gouvernement dont aucun membre ne peut se réclamer de lui ou prétendre agir en son nom** ». Voilà qui est clair.

Et le M5-RFP d'expliquer en substance l'annonce du gouvernement a été faite alors que ses discussions avec le Premier ministre se poursuivaient.

Le M5-RFP regrette aussi que « **son souci constant d'une transition réussie n'ait pas été compris et pris en compte ni au moment des journées de concertation sur la Transition, ni pour la désignation du Président et celle du Premier ministre de**

transition et encore moins pour la mise en place du gouvernement ». On se rappelle en effet que tous ces moments décisifs de la transition ont donné lieu à des polémiques entre les deux acteurs clés du changement au

Mali.

Rappelant qu'il n'a jamais été dans « **un combat de positionnements et que d'ailleurs, convié dans un passé récent par l'ancien Président à participer à un gouvernement d'union nationale, il avait clairement indiqué qu'il n'en était ni demandeur, ni preneur** », le M5-RFP dénonce le nouveau gouvernement qui « **viole la loi n°052 sur la promotion du genre, n'est porteur ni de la rupture avec le système qu'il a combattu ni du changement auquel le Peuple malien aspire et pour lequel il a consenti le sacrifice ultime : le sang de ses Martyrs, pour lesquels justice doit être rendue sans délai** ». Enfin, coup de semonce, le M5-RFP « **malgré des tentatives répétées de marginalisation, conscient de ses responsabilités, réaffirme sa détermination à faire aboutir son combat pour un Mali nouveau** ».

Il conclut en disant en filigrane qu'il s'en donne les moyens « **fort de l'engagement de toutes ses composantes, sans exclusive, à œuvrer inlassablement pour la réussite du processus du changement, appelle ses Militantes, Militants et Sympathisants à rester mobilisés dans l'attente de ses mots d'ordre pour une rupture véritable avec l'ancien système, pour un changement réel par la Refondation du Mali** ».

Le M5-RFP s'apprête-t-il à reprendre la rue ? Tout le laisse croire après sa virile déclaration. Lire Encadré.

■ Moctar SOW



Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP)

**DECLARATION N°009 - CS/M5-RFP
SUR LA FORMATION DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION**

Le Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) prend note de la mise en place du Gouvernement de Transition par les Autorités de la Transition, le lundi 5 octobre 2020.

Le M5-RFP indique, contrairement à certaines informations relayées par des médias nationaux et internationaux et sur les réseaux sociaux, qu'il n'a pas de représentant dans ce gouvernement dont aucun membre ne peut se réclamer de lui ou prétendre agir en son nom.

Le M5-RFP regrette profondément que son souci constant d'une transition réussie n'ait pas été compris et pris en compte ni au moment des journées de concertation sur la Transition, ni pour la désignation du Président et celle du Premier ministre de transition et encore moins pour la mise en place du gouvernement intervenue alors que sa délégation était en discussions avec le Premier ministre.

Celui-ci, après avoir donné des assurances au M5-RFP et rappelé son rôle clé et décisif pour le changement au Mali, a mis en attente sa délégation jusqu'à l'annonce-surprise de la composition du nouveau gouvernement.

Le M5-RFP rappelle, à toutes fins utiles, qu'il n'est pas dans un combat de positionnements, et que d'ailleurs, convié dans un passé récent par l'ancien Président à participer à un gouvernement d'union nationale, il avait clairement indiqué qu'il n'en était ni demandeur, ni preneur.

Le M5-RFP est donc légitime à dire que le nouveau gouvernement, dont la composition viole la loi n°052 sur la promotion du genre, n'est porteur ni de la rupture avec le système qu'il a combattu ni du changement auquel le Peuple malien aspire et pour lequel il a consenti le sacrifice ultime : le sang de ses Martyrs, pour lesquels justice doit être rendue sans délai.

Le M5-RFP, malgré des tentatives répétées de marginalisation, conscient de ses responsabilités, réaffirme sa détermination à faire aboutir son combat pour un Mali nouveau.

Pour ce faire, le M5-RFP, fort de l'engagement de toutes ses composantes, sans exclusive, à œuvrer inlassablement pour la réussite du processus du changement, appelle ses Militantes, Militants et Sympathisants à rester mobilisés dans l'attente de ses mots d'ordre pour une rupture véritable avec l'ancien système, pour un changement réel par la Refondation du Mali.

Bamako, le 06 Octobre 2020

Pour le Comité Stratégique du M5-RFP



Choguel K. MAIGA

Primature du Mali



TRANSITION | Gouvernement de Transition :
Premier Conseil de Cabinet | 6 Octobre 2020.
Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, M. Moctar Ouane a présidé ce mardi 6 octobre 2020, dans la salle de conférence de la Primature, le premier Conseil de Cabinet de la toute nouvelle équipe gouvernementale nommée hier lundi par le Décret n° 2020-0074/PT-RM du 05 octobre 2020.

Notons que conformément aux recommandations du Dialogue National Inclusif et à celles plus récentes des concertations nationales tenues les 10, 11 et 12 septembre 2020, 25 membres composent le gouvernement nommé par le Président de la Transition, SEM Bah N'Daw sur proposition du Premier ministre.

Dans son propos liminaire, le Premier ministre a souhaité la bienvenue aux nouveaux ministres dans l'attelage gouvernemental et les a félicités pour le choix porté sur eux. « C'est un grand honneur et un privilège singulier, que de servir l'Etat au niveau qui est le nôtre aujourd'hui, en vue de répondre de façon adéquate aux attentes légitimes de nos concitoyens », dira-t-il. Chacun devra en conséquence « œuvrer au redressement de notre pays si durement ébranlé » a-t-il poursuivi.

En invitant les uns et les autres à prendre la juste mesure de la situation actuelle dans laquelle se trouve le Mali, le Premier ministre a rappelé les grands axes qui doivent orienter l'action gouvernementale durant les 18 mois de la Transition ainsi que les principes directeurs sur lesquels cette action sera fondée.

Les missions assignées à cette Transition sont déjà connues depuis les concertations qui ont réuni toutes les sensibilités du peuple les 10, 11 et 12 septembre dernier. Elles portent sur :

- Le rétablissement et le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national ;
- Le redressement de l'Etat et la création des conditions de base pour sa refondation ;
- La promotion de la bonne gouvernance ;
- La refonte du système éducatif ;
- L'adoption d'un pacte de stabilité sociale ;
- La réforme de l'éducation ;
- Le lancement du chantier des réformes politiques, institutionnelles, électorales et administratives ;
- L'organisation des élections générales ;
- La mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger.

Pour gagner ce pari selon le Premier ministre, « il nous faut agir, agir vite et efficacement », guidés en cela par 3 principes directeurs qui sont l'engagement, la solidarité et la détermination.

Ainsi, la solution au défi d'ordre sécuritaire, économique, politique et social auquel nous sommes confrontés, « réside dans l'engagement sans faille de chacun et chacune des membres qui compose le gouvernement ».

Cela devra se traduire dans la pratique « par un volontarisme devant conduire au sens de l'initiative, toujours plus accru, et pertinent dans

la formulation de nos politiques publiques ». Mais aussi, « par notre détermination à conduire les réformes voulues par notre peuple, avec en ligne de mire le recours préalable au dialogue et à la concertation, dans l'humilité, mais toujours dans la rigueur, « en veillant à la transparence dans la gestion des politiques publiques ». Tout cela ne sera cependant effectif sans « l'impératif de solidarité gouvernementale » qui doit conduire à la culture d'un esprit d'équipe. C'est pourquoi, insistera-t-il, l'action gouvernementale doit, pour demeurer efficace et crédible, « reposer sur le principe d'unité et s'inscrire dans la cohérence ».

Le Premier ministre a conclu son propos, en rappelant l'honneur qu'éprouvent tous les membres de la nouvelle équipe à servir le Mali, en ce moment si particulier de son histoire.

Ce premier Conseil de Cabinet s'est tenu dans un contexte particulier marqué par la décision des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, de lever les sanctions qui étouffaient notre pays depuis les changements intervenus le 18 octobre 2020. D'autres bonnes nouvelles sont attendues, relatives à la libération d'otages, au nombre desquels figure Soumaila Cissé, président de l'URD et ancien chef de l'opposition malienne.

CCRP/Primature



YERI Bocoum



#CHAMPION

Chers camarades bonjour,

Nous sommes des millions aujourd'hui à attendre de voir de nos yeux notre cher Président, que Dieu facilite son retour.

Par conséquent restons en alerte, dès que possible nous partagerons l'heure d'arrivée de l'avion afin d'organiser un accueil digne.

Merci

Abdrahamane DIARRA



Agricole - BNDA
2 m • 0

La Direction générale de la BNDA a l'honneur et le plaisir de vous annoncer la nomination de son Directeur Financier et Comptable, M. Alousséni SANOU, dans le gouvernement de la Transition, en qualité de Ministre de l'Économie et des Finances.

La Direction générale et tout le personnel félicitent le nouveau ministre pour cette nomination qui honore toute BNDA et lui souhaitent bon plein succès dans ses nouvelles fonctions. Ils remercient aussi le Président et le Premier de la Transition pour le choix porté sur un homme pétri de talents, compétent, humble, rigoureux et probe.

Bon vent M. le Ministre !
Bamako, le 06 Octobre 2020
La Direction générale



Le Monde Afrique

Un groupe « politico-militaire » veut fédérer les insatisfaits de tout bord, dénonçant la gestion du président Issoufou et de son clan au pouvoir depuis près de dix ans.



Radio Guintan



Soumaila Cissé enfin libre ?

Selon des sources dignes de foi l'honorable Soumaila Cissé a changé de main.

Ses ravisseurs l'ont laissé libre dans les mains du négociateur avec l'otage française mais avec ordre de ne le remettre aux autorités maliennes qu'après l'arrivée de ses accompagnateurs et des djihadistes libérés dans leur sanctuaire.

Soumaila Cissé n'est plus prisonnier de ses geôliers mais doit attendre pour bouger que tout ce beau monde soit en sécurité, à l'abri des frappes pour pouvoir rejoindre sa famille et ses militants.

On suit le reste attentivement et on rendra compte.



Koba Sidy



Prétendu détournement de 64,9 Milliards LA CARAVANE PASSE, QUI TENTE D'ARRÊTER LA ROUE DE L'HISTOIRE ? LA VIGILANCE ATTENTION-NÉE DE MADANI TALL

A peine nommé premier ministre voici Moustapha Ouane accusé d'avoir détourné 64,9 milliards FCFA entre 2007 et 2009 selon dit-on un rapport du BVG.

Ce qu'il y a de plus vicieux chez un être est la mauvaise foi intellectuelle. Car qui lirait correctement ce document du BVG féliciterait Moustapha Ouane au lieu de le vilipender.

A aucun moment ce document ne parle d'un détournement de 64,9 MFCFA. Il est dit que cette somme est le total du budget du ministère (incluant salaires, loyers, ambassades, approx...)

Le rapport dit que sur cette somme 150 millions (avances faites aux familles des diplomates, locations de véhicules,...) ne sont pas jus-

tifiés par le DAF sur la période de 3 ans, ce qui représente 0,002% du budget.

Franchement, dans un pays comme le nôtre un ministère qui peut justifier 99,998% de ces dépenses n'est pas celui qu'il faut jeter aux loups. Moctar Ouane peut être accusé de beaucoup de choses, mais pas de corruption ni de mauvaise gestion.

Lorsque l'on parle de Mali nouveau, il faut en premier lieu éradiquer la méchanceté, l'envie et l'ignorance que beaucoup cultivent comme un art. Apprenez à vous méfier d'eux et de leurs gros titres trompeurs.

Quant à la meute s'apprêtant à voir dans cette mise en point une tentative pour moi d'être de ce Gouvernement, sachez que je n'y trouve aucun intérêt et l'ai déjà signifié à qui de droit. Dieu veuille.

Madani Tall



Justice Mali Justice

Un des problèmes du Mali est que les maliens se souhaitent toujours le mal !



Savoir Droit
@SavoirDroit

Mettre « etc » à la fin d'une idée dans un devoir pour montrer qu'on a une large connaissance alors qu'on ne sait rien du tout est une technique que seul ceux qui agissent dans l'ombre maîtrisent

Figaro du Mali



Football : Adama Diarra Traoré a choisi l'Espagne et met fin au suspens.



RFI Afrique



En exclusivité sur RFI et France 24, Alpha Condé affirme qu'il ne cherche pas à faire une présidence à vie. Suite à un changement de Constitution, le chef de l'État guinéen brigue un troisième mandat à la présidentielle du 18 octobre prochain. Mais il affirme : « C'est extraordinaire que je sois considéré comme un dictateur antidémocrate. Je suis un démocrate. »

Lediak Diak



Dites à Soumaïla Cissé que durant son absence des traîtres de sa maison politique ont montré leur vraie face cachée !

Dites lui que beaucoup de personnes sont morts dans sa famille politique, ils ont tant attendus ces instants, ton retour ... Dites lui que le Roi a laissé le pouvoir par la pression de la rue Que beaucoup de Maliens l'attendent Soumaïla Cissé Pour Un Nouveau MALI

Il a souffert et cette souffrance ne resterait pas vaine. Qu'il remobilise sa base et que la victoire est certaine. Je signe : Lediak

Sekou Samassa



Après 6 ans dans le coma, le pilote allemand Schumacher se réveille et reconnaît sa femme. Sa femme qui a dépensé la plus grande partie de

son propre argent pour le traitement de son mari jusqu'à sa faillite. Malgré les fonds importants que Schumacher lui-même possédait grâce à ses revenus en Formule 1 car il dominait la course depuis des années et en dépit aussi de tous les contrats de soins énormes qu'il avait, tout l'argent a été dépensé.

Il y avait perte d'espoir dans son rétablissement jusqu'à ce jour où il se réveille et la première personne qu'il a reconnu c'est sa femme. Cette femme qui est resté à ses côtés et ne l'a pas abandonné pendant 6ans.

N'ayez pas peur de vous lier à une femme forte, un jour viendra où elle sera votre seule arme!



Paul Diarra

SITUATION DES OTAGES: mise à jour

A ce jour, 06 octobre 2020, un deuxième convois des ex prisonniers, précédemment détenus à Bamako, est arrivé tôt ce matin à Tessalit par un vol spécial de l'armée de l'air du Mali.

Comme le premier, les ex prisonniers ont été immédiatement em-



barqués dans des camions pour une destination inconnue.

Parmi les personnes libérées, des présumés terroristes, on retrouve des peuls, des touaregs et arabes en majorité et probablement des étrangers.

S'agissant de Soumaila CISSE, il n'est pas encore libéré. Mais une source indique qu'il le sera très bientôt.

Par ailleurs, un vol de l'armée est prévu dans l'après-midi dans la même localité! Serait-il celui qui ramènera Soumi? On l'espère!

M. ASSORY



malikile.com

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services! "



A l'école publique Diarra II de Médina-Coura : Le général Ibrahim Dahirou Dembélé fortement réclamé en Commune II



Le nom de l'ancien ministre de la défense se trouve sur toutes les lèvres à l'école publique Diarra II de Médina-Coura et n'a cessé de résonner dans les allées et couloirs de cet établissement. Élèves et administrateurs scolaires ne jurent que par lui ces derniers temps, et pour cause. Depuis que le coup d'état l'a fait disparaître des radars, son absence est durement ressentie dans l'assainissement et la salubrité de l'espace scolaire. Faute de drainage, les eaux usées et le contenu fécal des latrines commencent à déborder et rendent les toilettes inutilisables à peine l'année scolaire amorcée. Et pourtant, les dizaines de centaines d'enfants que l'établissement accueille journalièrement n'ont d'autre choix que de converger vers les seules et mêmes toilettes, au risque de s'exposer à un danger quasi inévitable d'infections. Il nous revient, de source bien introduite, que le traitement périodique des latrines n'était naguère assuré que grâce à la magnanimité du très généreux Général Ibrahim Dahirou Dembélé. C'est à lui que revenait depuis plusieurs années de payer de sa poche les frais des camion-citerne. Et sa détention est pour le moins en passe d'engendrer une équation de santé publique sans issue pour une administration scolaire qui n'a jamais imaginé un chamboulement aussi spectaculaire.

SOURCE : LE TÉMOIN

Mali : Des institutions budgétivores à éliminer



Les rédacteurs de la Constitution malienne ont peut-être oublié un adage qui dit qu'il vaut mieux posséder un lion qu'un panier de chats ! En fixant le nombre des institutions de la République à huit (08) : le président de la République, le gouvernement, l'Assemblée nationale, la Cour suprême, la Cour constitutionnelle, la Haute Cour de justice (HCJ), le Haut Conseil des collectivités territoriales (HCCT), le Conseil économique, social et culturel (CESC), les experts maliens ont

Affaire de libération des otages dans le nord du Mali : Le fils de Sophie Pétronin, otage au Mali, en route pour Bamako



Après des rumeurs de libération imminente de Sophie Pétronin, son fils, Sébastien Chadaud, qui réside en Suisse, a pris un vol via Paris et "devrait être à Bamako en début d'après-midi". Le fils de Sophie Pétronin, otage française au Mali, a quitté ce mardi au matin Genève à destination de Bamako (Mali), sur fond de rumeur de libération de la septuagénaire enlevée le 24 décembre 2016 par des hommes armés à Gao (nord), a annoncé la famille. Sébastien Chadaud, qui réside en Suisse, a pris un vol via Paris et "devrait être à Bamako en début d'après-midi", a dit Lionel Granouillac, neveu de Sophie Pétronin, vivant en Gironde. "C'est à son initiative, il est parti ce matin. Il faut rester très prudent", a-t-il ajouté, précisant que "selon des contacts sur place", l'humanitaire française "pourrait être en cours d'acheminement" pour un retour en France. Contacté par l'AFP, le fils de l'otage a confirmé être en route pour Bamako. "Ce n'est pas le moment de communiquer", s'est-il contenté d'ajouter, alors qu'il s'apprêtait à prendre l'avion.

Dernière otage française

Ces rumeurs de libération imminente de Sophie Pétronin font suite à l'annonce lundi 5 octobre à Bamako, par des sources proches des tractations, que plus d'une centaine de djihadistes condamnés ou présumés avaient été libérés au Mali le weekend dernier dans le cadre de négociations pour la libération d'une personnalité malienne et d'une humanitaire française supposée être aux mains de groupes islamistes armés. Il s'agirait selon ces sources de Sophie Pétronin et Soumaïla Cissé, la première étant le dernier otage français détenue à travers le monde et la deuxième étant une figure politique nationale au Mali. Sophie Pétronin, 75 ans, a été enlevée le 24 décembre 2016 par des hommes armés à Gao où elle vivait et dirigeait depuis des années une organisation d'aide à l'enfance. Elle est apparue dans des vidéos diffusées en 2017 et 2018 par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), lié à al-Qaïda. La dernière où on la voit, publiée mi-juin 2018, la montre très fatiguée, le visage émacié, en appelant au président français Emmanuel Macron.

Le Républicain Lorrain

poussé la barre haute : le Mali devient un État budgétivore. Des milliards volatilisés chaque année par des cadres véreux. Vivement l'audit de la nation.

Source : L'Inter de Bamako

Gouvernement de transition : Makan Fily Dabo, nouveau ministre des Infrastructures et des Transports



Depuis janvier 1988, le natif de Mahina dans la région de Kayes, Makan Fily Dabo est dans l'administration à la suite du concours d'entrée à la fonction publique.

Ayant accompli sa formation militaire, il est envoyé à Sikasso comme Chef section étude au projet d'aménagement agropastoral de Sikasso. Soucieux d'être toujours bien formé, il fait le concours d'entrée à l'université internationale d'Alexandrie en Égypte où il sort avec un diplôme d'étude professionnelle approfondie (DPA) 3ème cycle en 1994 en gestion de l'environnement avec mention très bien. Après beaucoup de formations dans divers domaines Communication, Management, Économie du développement, Gestion des projets, Gestion des ressources humaines, etc.

Dès son retour, il est affecté à la cellule de planification du ministère du Développement Rural et de l'Environnement où il sera expert dans le cadre de l'élaboration de la stratégie de développement des régions du nord. Laquelle rencontre, on se rappelle, sera soumise à la grande rencontre Gouvernement-Partenaires au développement en juillet 1995 présidée par IBK en tant que Premier ministre.

Ensuite, Makan Fily Dabo sera Conseiller Technique dans divers départements de 1997 en Janvier 2002. A partir de cette date jusqu'en Mai 2006, respectivement Secrétaire général du ministère de l'Équipement – Aménagement du territoire – Environnement et Urbanisme.

Puis Équipement – Aménagement du territoire et Urbanisme. Ensuite, Équipement et des Transports. Très serviable, il sera Secrétaire technique pour l'élaboration du projet décennal de développement des régions nord du Mali (2007-2016) qui a fait l'objet d'un forum (forum de Kidal en mars 2007). Dans la foulée, il est nommé Secrétaire général du Conseil malien des chargeurs et ensuite Directeur de cabinet du Premier ministre Modibo Sidibé de juillet 2009 à novembre 2011.

Sous IBK, il est nommé Secrétaire général de l'équipement, des Transports et du Désenclavement, puis après celui des Infrastructures et de l'équipement poste qu'il occupait depuis 2015 jusqu'à la date de sa nomination comme ministre des Infrastructures et des Transports pour la transition.

Faut-il le rappeler, Makan Fily Dabo était le doyen des secrétaires généraux des départements ministériel du Mali et aussi le porte-parole. Son seul souci étant le Mali lui a permis d'avoir la médaille du Mérite

Service National des Jeunes : Un repas de corps pour plus de cohésion



Dans le cadre de la célébration du 60è anniversaire de l'accession de notre pays à la souveraineté nationale et internationale, le Service national des jeunes (SNJ) a organisé vendredi dernier un repas de corps dans ses locaux à l'ACI 2000. L'événement était placé sous la présidence du premier responsable de l'Amicale des anciens du Service national des jeunes (Ama-SNJ), Drissa Guindo. C'était en présence du directeur général adjoint du SNJ, Adama Koité et de plusieurs invités.

Pour le président de l'Ama-SNJ, l'utilité de ce repas de corps consiste à créer la cohésion entre les différents éléments, les compagnons et les collègues d'un service. Toutes choses qui peuvent jouer positivement sur le moral des agents. En participant à ce repas de corps, les anciens du SNJ qui ont été sous le drapeau, il y a plus de 30 ans, ont voulu exprimer leur solidarité à la direction de ce service, nouvelle formule.

« Nous sommes très contents d'être parmi nos compagnons, collègues pour se souvenir des parcours que nous avons pu faire ensemble et aider la direction du Service national des jeunes à relever tous les défis », a souligné Drissa Guindo. De son côté, le directeur général adjoint du SNJ s'est réjoui de ces retrouvailles autour de ce repas de corps. Cette tradition bien ancrée chez les militaires, a rappelé Adama Koité, renforce la cohésion, l'esprit de corps. C'est aussi, d'après lui, de rendre hommage aux victimes tombées au champ d'honneur.

Adama Koité a indiqué que le SNJ, nouvelle formule, est résolument en marche. « Nous sommes soucieux de votre bien-être. Nous sommes engagés à vos côtés pour faire de vous ce que les uns et les autres ont toujours rêvé : devenir des soldats au service de la nation. Inchallah (s'il plaît à Dieu) cela arrivera un jour », a dit le directeur général adjoint du Snj. Au début de la cérémonie, une minute de silence avait été observée à la mémoire de nos braves soldats tombés sur les différents théâtres d'opérations, suivie de l'exécution de l'hymne national.

Souleymane SIDIBÉ

national avec Effigie Abeille en 1998 sous Alpha Oumar Konaré, celle de Chevalier de l'Ordre National en 2011 sous ATT et enfin Officier de l'Ordre national en 2017 sous IBK. Tout cela pour services rendus au Mali, sa patrie qu'il aime tant.

Le nouveau ministre des Infrastructures et des Transports est un patriote, intègre, un véritable bosseur et quelqu'un de très objectif. Il est sur un terrain qu'il maîtrise parfaitement.

Source : Ccom MIT

Nouveau ministre de la jeunesse et des sports : Qui est Mossa Ag Attaher ?



Militant dans l'âme et intellectuel confirmé, à peine 41 ans, Mossa Ag Attaher a désormais la lourde responsabilité d'amener la jeunesse malienne à regarder dans la même direction, également de fédérer le peuple malien autour des différentes disciplines sportives. Le tout nouveau ministre malien de la Jeunesse et des Sports est né un certain 15/07/1979 à Temera dans le cercle de Bourem. Expert des questions sécuritaires au Sahel et Doctorant en Sciences Politiques, Mossa Ag Attaher, puisque c'est de lui qu'on parle, est Doctorant depuis 2018 en Sciences Politiques à l'Université Internationale de Rabat en cotutelle avec Science Po Paris, sur les questions sécuritaires au Sahel et l'Analyse des insurrections armées au Nord-Mali de 1963 à 2012. Mais avant, en 2017, il a décroché un Master en Science Po « Gouvernance et Intelligence Internationale » avec la Mention Bien à l'Université Isles French University d'Avignon en France.

Il est aussi détenteur de deux autres masters dont un en Management des organisations de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) Belgique en 2011. Et un autre Master en Santé Publique de l'Université de Bamako en 2002. Dans le cadre de la recherche de la paix au Mali, Mossa Ag Attaher avait conduit la délégation de la CMA aux travaux du DNI et aussi celle du Comité de suivi de l'accord pour la paix de novembre der-

Corruption en Afrique : 7 pays ont des flux financiers illicites



La Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies estime à 50 milliards de dollars le Flux financier illicite (FFC) quittant annuellement le continent, soit un montant du même ordre de grandeur que l'aide publique au développement. Ces flux illicites proviennent pour l'essentiel de quatre phénomènes: le blanchiment de l'argent, l'économie criminelle, la corruption, la fraude fiscale et la fraude marchande. Ils représenteraient, pour l'Afrique de l'Ouest, le Produit intérieur brut (PIB) cumulé de sept (07) États de cette région.

Les pays les plus touchés seraient, selon l'ONU, la RDC, le Tchad, la Gambie, la Mauritanie et le Nigeria. Il faut ajouter la Guinée-Bissau, considérée comme un narco-État, par lequel arrive la cocaïne sud-américaine, débarquée par l'armée nationale elle-même. À Madagascar, l'instabilité politique, à partir de 2009, et le contexte local ont permis une forte accentuation des trafics du bois rose, or, tortues, palissandre, hippocamps, érailles, et mêmes ossements humains.

Source : L'Inter de Bamako

nier. Il a été également le Porte-parole de la délégation de la CMA lors de la séance d'évaluation du niveau de mise en œuvre de l'accord lors de la visite du Conseil de sécurité des Nations Unies à Bamako.

Mossa Ag Attaher vient ainsi remplacer Arouna Modibo Touré au département de la jeunesse et des sports !

Source : Maliplume.com



Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Lutte contre la corruption : L'heure de vérité pour Bah N'Daw et « l'Impunité Zéro »



La plupart des Maliens ont été soulagés de la démission d'Ibrahim Boubacar Kéita (IBK) le 18 août 2020, à la suite d'un coup de force d'un groupe de militaires se faisant appeler Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP). Comme en 1968, 1991 et 2012, le Peuple du Mali s'est mis à rêver, de nouveau, à des lendemains meilleurs même si des sceptiques et des désabusés de la politique malienne attendent de voir pour croire. Le 21 août 2020, lors de sa prestation de serment, le Président de la Transition, Bah N'Daw, a parlé au cœur des Maliens par des propos très rassurants, principalement dans le domaine de la Gouvernance et la lutte contre la corruption. Ses propos ont été accueillis dans la salle du Centre International de Conférences de Bamako (CICB) par des applaudissements nourris qui ont fini par devenir des ovations, signes de la forte attente des Maliennes et des Maliens déçus par les sept années de la présidence chaotique d'IBK. Depuis quelques jours, la Justice malienne s'est mise en branle, et les premières arrestations de personnalités proches de l'ancien régime ont été opérées à la satisfaction de tous ceux qui croyaient que la corruption et l'impunité se sont impunément inscrites dans l'ADN des Maliens. Si la nouvelle tendance se confirme, les délinquants financiers ont de gros soucis à se faire. Dès sa désignation comme Président de la Transition malienne, Bah N'Daw a été accueilli favorablement tant par la population malienne que par les politiques, la société civile et la

critique politique. Le Président de la Transition a la réputation d'un homme de rigueur, presque incorruptible, exactement le genre de personne que les Maliens recherchaient depuis trois décennies. Un pan de sa personnalité est apparu lors de la cérémonie de prestation de serment en tant que Président de la Transition. En effet, avec un ton martial de temps à autre, Bah N'Daw a laissé transparaître sa détermination à conduire la Transition dans l'intérêt du Mali tout entier. Parlant de la corruption qui gangrène la société malienne, particulièrement au sein de l'appareil d'État, le nouveau Président de la Transition a fait cette déclaration qui a fait soulever les centaines de participants à la cérémonie d'investiture. « Je ne vous promets pas zéro corruption mais je vous promets zéro impunité »,

a-t-il déclaré, avant d'ajouter devant un public conquis que tous les dossiers de détournements de biens publics pendant seront transmis au Juge.

Les Maliens de toutes les couches sociales ont été sidérés devant l'ampleur de la corruption sous le régime d'IBK, une corruption aggravée par une totale impunité de personnalités qui ne se gênaient pas de narquer les populations en exhibant les signes ostentatoires de richesses mal acquises. IBK, qui avait fait sa campagne de 2013 sur le thème de la corruption, a été celui-là même qui a déclaré qu'il ne mettrait aucun de ses collaborateurs en prison pour fait de corruption. C'est ainsi que la corruption a éclaboussé certains de ses plus proches collaborateurs dont des ministres, dans la fameuse affaire





dite de l'achat d'armements dont des avions et des hélicoptères alors que le pays fait face, depuis 2012, au terrorisme qui sévit au nord, au centre et maintenant et au sud du pays. Les Maliens se mettent à croire que le vent a vraiment tourné et que tous ceux qui ont de quelque façon que ce soit détourné l'argent public auront des comptes à rendre sous la Transition dirigée par Bah N'Daw. Déjà, l'ancien PDG de l'Office de Radiodiffusion Télévision du Mali (ORTM), Sidiki N'Fa Konaté très proche de l'ancien pouvoir, vient d'être interpellé par le juge anticorruption pour des faits de détournements de biens publics qui remontent à 2016-2018. Sidiki N'Fa Konaté a failli échapper à la Justice malienne puisqu'il s'était fait élire député dans la ville de Kolondiéba lors de la sixième mandature de l'Assemblée nationale et bénéficiait du coup de l'immunité. La dissolution par IBK de cette Assemblée qui a été à la base de tous les malheurs du Président déchu a mis fin ipso facto à l'immunité de fait de Sidiki N'Fa Konaté qui ne serait pas le seul dans cette situation. Toutes ces personnes qui se cachaient derrière le pouvoir pour échapper à la Justice sont désormais dans le viseur de Bah N'Daw. Ce sont pour la plupart des fonctionnaires de l'État malien mais également des commerçants et autres riches hommes d'affaire comme Hadi Niangadou lui aussi ancien député et qui aurait commencé à défilé devant le pôle économique depuis vendredi dernier. À en croire des sources dignes de foi, c'est le branle-bas dans tous les milieux au Mali et le Pôle économique serait rempli de personnalités soupçonnées d'avoir trempé dans des affaires peu recommandables. Ces différentes interpellations de personnalités

très influentes sous le régime d'IBK est la preuve que quelque chose est en train de changer au Mali à la grande satisfaction des juges qui ont dû, la douleur dans l'âme, classer de nombreux dossiers suite à des pressions venues d'en haut. C'est en tout cas l'occasion pour les juges de redorer leurs blasons, eux qui sont décriés par les populations pour la justice sélective qu'ils rendent. En tout cas, la Transition, qui n'a pas encore démarré faute de Gouvernement, est en train de conquérir le cœur des Maliens sceptiques et de tous ceux qui attendaient le signal du changement. Il ne faut surtout pas s'arrêter en chemin car des millions de Maliens sont convaincus, à tort ou à raison, que le pouvoir militaire est le seul capable de mettre de l'ordre dans les affaires maliennes. Il y a quelques mois, les noms d'une dizaine de généraux maliens étaient cités sur les réseaux sociaux et dans la presse comme étant des milliardaires. On s'attend

donc que le juge anticorruption Mamoudou Kassogué aille fouiner dans le milieu des hommes en tenue où des détournements de salaires des militaires du rang ont été signalés dans la presse malienne.

Bah N'Daw est à même de mettre de l'ordre dans les affaires publiques si on lui en laisse le temps et le pouvoir. Car la présence du Colonel Assimi Goïta à ses côtés comme Vice-Président n'est pas forcément une bonne nouvelle si d'aventure ce dernier tentait de le contrôler dans l'exercice de ses fonctions. Le Président de la Transition est homme à démissionner dès l'instant où il se rendra compte que son rôle de Président est une coquille vide et que les militaires cherchent à se servir de lui comme d'une couverture. On espère que tel ne sera pas le cas car cela constituerait un désaveu pour Assimi Goïta et ses compagnons d'arme qui devraient investir le prochain Gouvernement. Il faut espérer qu'ils auront l'intelligence et la bonne inspiration pour s'allier Bah N'Daw en qui les Maliens ont totalement confiance. En tout cas l'Impunité zéro annoncée par le Président de la Transition semble bien avoir pris la route. Le lancement d'un mandat d'arrêt international contre le fils d'IBK, Karim Kéïta, actuellement en fuite en Côte d'Ivoire, est très attendu du Juge anticorruption car cet homme est cité dans plusieurs affaires de détournements de fonds publics et de transfert d'argent dans des banques internationales à l'étranger et d'une affaire de disparition du journaliste Birama Touré pour laquelle le juge l'avait convoqué.

■ Diala Thiény Konaté

ITRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO (ICM



Lutte contre l'impunité : Quel sort pour le fuyard Karim Kéïta ?



Présent au Mali le 18 août 2020, date de la chute du régime de son père, et jours suivants, Karim Kéïta, comme par enchantement a pu se tirer d'affaire pour aller se réfugier, on ne sait comment, en Côte d'Ivoire voisine. Si nombreux sont encore nos compatriotes à penser qu'il a sans doute bénéficié d'un blanc-seing des militaires de Kati pour ce faire, aujourd'hui la question n'est plus de savoir comment il a pu quitter le Mali, mais plutôt comment le faire retourner au bercail aux fins de répondre des soupçons de détournements qui pèsent sur lui ?

Oui, si le fils de l'ancien président IBK a cru bon fuir le pays, c'est qu'il se reproche lui-même beaucoup de choses, et vous autant que nous savez qu'il est pour beaucoup dans les nombreux scandales de corruption et de concussion qui ont fini par entraîner la chute de son père ! Pour fonder une idée de tous ces scandales au cœur desquels se trouve Karim Kéïta, nous vous renvoyons aux publications de Afrika-Kibaru selon lequel l'Etat malien aurait été plusieurs fois interpellé par la France et Tracfin (Organisme chargé de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme) sur le cas de ce fils gourmand du président déchu.

« Une véritable casse du siècle sans précé-

dent, avec Karim Keita, le fils du président IBK en chef de gang. Dès l'accession de son père à la tête du pays, Karim Keita s'est érigé le statut d'un véritable président bis, concentrant dans ses mains l'essentiel du pouvoir au sein d'une famille corrompue qui a totalement fait main basse sur tout un pays. Impliqué dans plusieurs scandales de corruption, cet ancien loueur de voiture a amassé de façon boulimique une fortune colossale en 5 ans de règne du président IBK.

Des contrats d'armement surfacturés à l'achat d'avion en passant par les hydrocarbures, l'ombre de Karim Keita plane sur ces affaires de corruption qui ont valu au Mali la suspension des aides budgétaires des bailleurs internationaux. Plusieurs milliards ont disparu. C'est dans ces circonstances que Karim Keita et sa maman ont commencé l'acquisition de plusieurs biens immobiliers à l'ACI 2000 », note le site d'information.

Très influent sur son père, selon Afrika-Kibaru, le désormais ex-président de la Commission de Défense de l'Assemblée Nationale du Mali faisait même trembler les ministres de la République par son pouvoir de faire ou de défaire leur carrière. Au point qu'il n'était pas rare de voir les ministres faire la queue à la cité du Niger où réside le fils du président. Pour rester

au gouvernement, les ministres se faisaient ainsi concurrence en arrosant Karim Keita d'argent public pour avoir sa faveur afin de garder leur poste. Dans la même pratique, un haut cadre de la douane a eu sa promotion en donnant 600 millions CFA à Karim Keita, a révélé le site.

Et de noter : « Après l'ACI 2000, la famille présidentielle s'est lancée dans des achats boulimiques d'immeubles et de villas à Dakar. Dans le quartier chic des Almadies au bord de la mer, Karim a acheté 12 luxueuses résidences dont le prix de chacune est estimé à plusieurs centaines de millions CFA. De nombreuses acquisitions de biens immobiliers appartenant à Karim ont été identifiées à Abidjan. Expert dans le camouflage, Karim Keita utilise des émissaires pour brouiller les pistes, c'est ainsi que le fils de l'ancien roi du Bazin Gayi Lah, en la personne de Chine Lah est le porteur de valise du fils du président. Il n'est pas rare de le voir à Dakar ramasser des valises d'argent pour le compte de son mentor. À Dubaï, un immeuble a été immatriculé au nom du fils du président IBK ».

Selon toujours le site Afrika-Kibaru, le train de vie de Karim Keita à Paris, Dubaï et New York ressemblait à une vie de prince. Des Hôtels de luxe les plus chers avec des suites à 6000€ la nuit soit presque 4 millions CFA aux plus grands restaurants, le fils de l'ancien président IBK dépensait sans compter. « Il a déjà été aperçu plusieurs fois à l'aéroport international du Bourget réservé au jet privé des plus fortunés. Dubaï et la Russie sont parmi les plaques tournantes pour le placement des avoirs de la famille présidentielle dans des banques qui garantissent l'anonymat (...). 92 Milliards CFA ne représentent qu'une petite partie de ce qui a été détourné par le fils du président... ».

A défaut donc de créditer les griefs formulés contre Karim Kéïta, il va bien falloir que ce dernier puisse venir s'expliquer devant la justice de son pays. Puisqu'il est sûr qu'il ne va pas le faire lui-même, « le voleur sait ce qu'il a volé », dit-on, les nouvelles autorités maliennes, à commencer par le président Bah N'Daw qui a promis « zéro impunité » aux Maliens, doivent donc tout mettre en œuvre pour lancer un mandat contre Karim Kéïta. Il y va de leur crédibilité !

■ Yama DIALLO

Canal+ Mali : Des innovations majeures !

Le groupe Canal+ Mali a animé une conférence de presse, lundi 5 octobre 2020. Cette rencontre avait pour objectif d'informer les abonnés sur les nouveautés en termes d'offre de service.

Canal+ existe depuis de 20 ans au Mali, sa filiale fête ces 5 ans d'activités au Mali. Canal+, afin de réitérer sa volonté d'offrir le meilleur du sport à ses abonnés et d'en être encore plus proche, a décidé de faire évoluer les chaînes Canal+ sport avec une dénomination, une nouvelle numérotation, un nouvel agencement et un enrichissement favorable à tout type d'abonnement. Et surtout une nouvelle accessibilité avec l'arrivée de la chaîne Canal+ sport 1 dès la formule Access ! Sans aucune augmentation de tarifs.

Seidy Tall, directeur des ventes s'est focalisé sur la nouveauté de Canal+. A l'en croire, avec 5000 F CFA l'abonné veut désormais suivre Canal+ sport. « **Nous avons intégré 14 chaînes et 9 radios. Les abonnés de la for-**

mule peuvent désormais suivre le championnat Italien. En plus du foot ball, ils auront la possibilité de suivre les autres types de sport. Ce qui est une avancée notable. Les chaînes Canal+ sport change de numérotation. Mieux, le contenu aussi a changé. Cette innovation concerne toutes les autres formules. Il faut préciser tout cela sans augmentation tarifaire. C'est pour dire que chez Canal+, le client est roi. En plus, nous soutenons également la production. Nous avons une panoplie de scènes. Nous offrons le plus de scènes possible », a-t-il dit.

Dans son exposé, Xavier Kouakou, responsable du service réabonnement, a largement expliqué les avantages liés au réabonnement avant

la date d'échéance. L'abonné bénéficiera de sa semaine généreuse instantanément sans devoir attendre le début de la nouvelle période de réabonnement. Les jours restants ne sont pas perdus. Le nouvel abonnement commence à la fin de l'ancien. Les abonnés peuvent profiter sans frais supplémentaires des meilleurs programmes des bouquets Canal+.

Pourquoi le choix du championnat Italien ? Seidy Tall a précisé que ce choix n'est pas fortuit. Pour lui, c'est un grand championnat avec des joueurs talentueux. Un parterre d'hommes de presse a participé à cette conférence de presse.

■ Ibrahim Sanogo





Bancarisation des allocations financières des étudiants : Le CENOU s'active pour améliorer les conditions des étudiants !

Le Colonel Major Ousmane Dembélé, directeur général du CENOU, a présidé une conférence de presse, lundi 5 octobre 2020 à la cité universitaire de Kabala. Cette rencontre visait à éclairer la lanterne des étudiants, particulièrement, sur la gestion de la bancarisation des allocations financières des étudiants avec SAMA MONEY, ensuite informer sur la création des Centres régionaux des œuvres universitaires en plus de Bamako à Koulikoro et à Ségou.

Elle a enregistré la présence du président directeur général de SAMA MONEY, Daouda Coulibaly. A en croire les propos d'Ousmane Dembélé, directeur général du Cenou, un système d'opération monétaire plus souple et facile pour l'ensemble des étudiants. « En effet, dans l'offre de la société Sama Money, tous les étudiants bénéficiaires des allocations financières pourront dis-

poser d'un compte individuel Sama étudiant lié à leur numéro de téléphone mobile. Quel que soit l'opérateur de téléphonie, pour le paiement de leurs allocations financières » a insisté Ousmane Dembélé DG du Cenou.

Il renchérit en disant que ce nouveau partenaire financier du Cenou a un dispositif technique adapté à la réalité de notre pays, pour

la prévention de la covid-19, en termes de respect des mesures barrières. Ainsi, cette plateforme permettra d'enrouler en ligne, tous les étudiants et de s'inscrire sur Sama Money sans effectuer de déplacement physique.

Les raisons du choix de Sama Money

Il a déclaré que le choix est le fruit d'un long processus de validation par la commission interministérielle. Ce qui fait que, la validation de Sama Money n'était pas uniquement du ressort du CENOU.

Le Centre national des œuvres universitaires (Cenou) est établissement public national à caractère administratif et doté de l'autonomie financière. Il a en charge la gestion des aspects non académiques de la vie des étudiants par l'amélioration de leur condition de vie. Il s'agit entre autres, de la gestion des allocations financières, du logement, du transport, de la restauration, des activités sportives et de loisirs et de la prise en charge sanitaire. C'est pourquoi, la direction du Centre des œuvres universitaires a placé parmi ses priorités la bonne gouvernance, l'amélioration de la gestion diligente et efficace des allocations financières des étudiants et leur condition de

vie en milieu universitaire. « **Ainsi, le Cenou s'est doté en 2015 d'un système intégré de gestion des œuvres universitaires dénommé Sigou. Ce qui a permis de ramener la durée du traitement des allocations financières d'une seule faculté, de 7 jours en seulement 2 heures** » a-t-il souligné.

Mieux, il a précisé que la procédure de demande de bourse est devenue également facile à travers une plateforme internet dénommée « mon Cenou à domicile ». Elle permet aux nouveaux bacheliers de s'inscrire en ligne en toute simplicité.

Aussi, Compte tenu de nombreuses difficultés des étudiants d'accéder à la structure du Cenou à Kabala, le directeur général a annoncé la création des Centres annexe à Poing G, à Badalabougou, à Katibougou et à Ségou. Ces centres régionaux (CROU) seront des relais de proximité de la suprastructure pour la satis-

faction des besoins des étudiants.

Amélioration de condition de vie des étudiants !

Dans sa perspective d'améliorer la situation des étudiants, le Centre des œuvres universitaire a fait beaucoup d'efforts. Ils sont entre autres : la facilitation du système de dépôt des demandes de bourse par la mise en place d'une plateforme internet de dépôt des demandes en ligne, l'installation de la fibre optique dans les campus pour la connexion gratuite des étudiants aux réseaux internet via le wifi, l'organisation et la sécurisation des campus par des fouilles régulières des chambres par les forces de défense et de sécurité. A cela s'ajoute, la réduction des coûts des plats dans les cantines universitaires, la gratuité des soins et médicaments dans les Cen-

tres de santé universitaires, la promotion du sport et de la culture en milieu universitaire et l'organisation biennale d'une semaine nationale des jeux universitaires du Mali (SNJU). Aussi, il est important de souligner l'acquisition de sept (7) nouveaux grands bus de 2018 à 2019 et l'instauration de la carte de transport pour mieux organiser et sécuriser le transport des étudiants dont les frais s'élèvent à 7200f pour 12 mois d'abonnement. Ensuite, des campus ont été équipés de téléviseurs géants avec abonnement.

Il faut noter que le contrat entre le Cenou et ECOBANK a pris fin en 2019. Et un nouveau contrat a été signé avec le Sama Money, une entreprise locale, en 2020.

■ **Ibrahim Sanogo
Lassina Sidibé (Stagiaire)**

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

Avion présidentiel- équipements militaires : Magouilles à ciel ouvert !

Le classement sans suite du dossier concernant l'achat de l'avion présidentiel et celui des équipements militaires sera-t-il réexaminé après avoir été classé sans suite en 2019 ? Ces deux affaires figurent parmi les plus gros scandales sous la gouvernance d'IBK. Elles (ces affaires) ont fait couler beaucoup de salive à l'intérieur et à l'extérieur du Mali, et même des réactions de certains partenaires de notre pays. Aussi, le rapport du BVG recense les irrégularités et les anomalies qui ont ponctué le passage, l'exécution et reproche au ministre de la Défense et des anciens combattants et celui de l'Économie et des finances, au moment des faits, de passer, exécuter et régler irrégulièrement les deux contrats.

Ainsi, l'audit des deux affaires par le Bureau du Végat (commandité par le FMI) et par la Section des comptes de la Cour suprême avait étalé au grand jour l'ampleur de la fraude et de la corruption dans ces deux sulfureuses affaires. Entre 29 et 38 milliards auraient disparu dans ces scandales qui ont ébranlé le sommet de l'État.

Sur les contrats d'acquisition d'un aéronef présidentiel et la fourniture aux forces armées maliennes de matériels d'habillement, de couchage, de campement et d'alimentation (HCCA) ainsi que de véhicules et pièces de rechange, les responsabilités des différents protagonistes sont clairement identifiées par le rap-

port du Vérificateur général (Végat) désormais mis en ligne. Le document évalue le montant total des irrégularités financières à 28 549 901 190 F CFA dont 12 422 063 092 F CFA au titre de la fraude.

Il impute l'origine de ces irrégularités à l'ancien ministre de la Défense et des Anciens combattants, signataire des deux contrats et au ministre de l'Économie et des Finances. Selon le rapport, ces deux autorités administratives ont fait une interprétation erronée et une application inappropriée de la disposition réglementaire relative à l'exclusion de certaines commandes publiques du champ d'application du Code des marchés publics (CMP). Globalement, le rapport reproche aux deux personnalités de passer, d'exécuter et de régler irrégulièrement les deux contrats d'acquisition et de fourniture.

Entrant dans les détails, le document mentionne que l'avion présidentiel aura coûté au total 18 915 933 276 FCFA dont 17 555 495 175 F CFA payés à la société AIC et relatifs au prix d'achat de l'aéronef incluant 100 dollars US de frais bancaires. 2 850 000 F CFA ont été payés à la société AIC relatif à la rémunération de l'agent fiduciaire. 1 028 039 063 F CFA ont été payés à la société Sky Colour au titre des frais de recherche. 329 548 538 FCFA ont été versés à la même Sky Colour relativement aux frais d'inspection de l'appareil, aux frais d'immatriculation, aux honoraires d'avocat, à l'armement

de l'avion, à la maintenance et à la peinture de l'appareil, à l'achat de fuel pour convoyage de l'appareil à Bamako, etc. Quant à la fourniture aux forces armées maliennes de matériels HCCA, de véhicules et de pièces de rechange, elle aura coûté 69 183 396 494 FCFA...

Dans le rapport, il est indiqué qu'il y a eu dénonciation des faits au Procureur de la République par le Vérificateur général relativement au détournement et à la complicité de détournement de fonds publics par l'engagement irrégulier des finances publiques; à l'utilisation frauduleuse et au détournement de deniers publics d'un montant de 9 350 120 750 FCFA ; au délit de favoritisme ; au faux et à l'usage de faux ; au trafic d'influence ; aux fraudes fiscales portant sur le non-paiement des droits d'enregistrement et des redevances de régulation, en l'absence de toute autorisation légale d'exemption.

Pour rappel : la mauvaise gestion des fonds publics avait détérioré les relations du Mali avec les bailleurs de fonds internationaux. En 2014, le Fonds monétaire international (FMI) a suspendu ses programmes en raison des inquiétudes sur l'achat d'un jet présidentiel inscrit en marge du budget régulier. Le FMI a également remis en cause une garantie de l'État sur un emprunt de 200 millions de dollars contracté par une société privée qui avait remporté un marché de fournitures pour l'armée. Une société qui, il a été découvert, surfacturait largement l'armée pour du matériel basique. Le FMI n'a consenti à reprendre son financement qu'après que le Mali se soit engagé à rendre public les résultats des audits

Mémé Sanogo
Source : L'Aube



Formation des formateurs banques sur les télépaiements : Le paiement des impôts en ligne marque des points

La Direction générale des Impôts, lundi 5 octobre 2020, a organisé un atelier de formation des formateurs des banques sur le télépaiement. Sous le thème « la formation de paiement des impôts, droits et taxes par voie électronique », l'ordre jour a porté sur l'introduction des nouvelles technologies de l'information et de communication (NTIC) dans l'administration et la gestion des impôts afin d'accroître la capacité du service dans la mobilisation des recettes intérieures et offrir des meilleurs services aux contribuables.



Cependant, la présente formation vise à former, du 5 au 8 octobre 2020, une quarantaine de formateurs désignés par les banques aux fonctionnalités de la Plateforme d'Intégration des Téléchargements (PIT). Pour les participants, il s'agit de développer celle-ci dans le cadre de la mise en œuvre du processus de prise en charge des paiements des droits, impôts et taxes par voie électronique.

Pour le DG des Impôts, Inspecteur Mathias Konaté, l'introduction des télépaiements dans le processus de collecte des impôts cherche à simplifier les procédures de paiement des impôts pour permettre aux contribuables de payer leurs impôts, droits et taxes sans être obligés de se déplacer physiquement vers les guichets. A en croire le DG, il s'agit de sécuriser les recettes de l'Etat par un paiement dématérialisé et de rendre disponible la trésorerie de l'Etat pour faire face dépenses publiques.

S'agissant du processus de mise en place des

télépaiements, la Formation des banques sur l'utilisation des fonctionnalités de la plateforme est stratégique. Selon Mathias Konaté, elle permet aux banques de comprendre entre autres, les démarches nécessaires pour s'inscrire au télépaiement, les points de blocage en cas de dysfonctionnement, les raisons rencontrées, les fonctionnalités de la plateforme dans le cadre des opérations bancaires de virement ou de transfert et le mécanisme de suivi des opérations des banques.

Appuyé par le Canada dans le cadre de l'Accord de coopération de développement, l'impact de cette coopération est palpable sur les résultats de la Direction générale des Impôts qui passera de 192,5 milliards de FCFA de recette en 1997 à 772,8 milliards de FCFA en 2017.

Par la même occasion, le représentant du Ministère en charge de l'Économie et des Finances, Kalilou Samaké a souligné la modernisation de la gestion des impôts vers l'informatisation et la volonté de la direction générale des Impôts d'offrir aux contribuables

la meilleure qualité de service. Il a réaffirmé la nécessité d'une synergie d'action pour arriver à ce résultat et le souci d'améliorer la gouvernance en matière de gestion des impôts. « Par rapport à chacun de ces chantiers, la structure des Impôts constitue le premier service pourvoyeur de recette dont nous avons plus récent besoin », a-t-il précisé.

Avec ce nouveau module, l'administration des Impôts livre aux contribuables les moyens d'accomplir leurs obligations fiscales en ligne. Déjà, rappelons que depuis janvier 2019, plus de 70 contribuables des grandes entreprises y ont adhéré volontairement.

Par ailleurs, ces quatre jours d'atelier offrent à l'administration des Impôts de constituer une sorte de vitrine pour afficher face à leurs partenaires et usagers et d'élever la qualité de leur service à la clientèle en s'adaptant constamment aux évolutions technologiques.

■ Ibrahim Sanogo



Mali : La marchandisation de Soumaïla Cissé

Cela fait 297 jours, soit un peu plus de 6 mois, que Soumaïla Cissé a été enlevé dans son fief de Niafunké. Depuis plus de 6 mois, sa famille, ses proches et ses camarades de l'Union pour la République et la Démocratie (URD) attendent sa libération et son retour à la maison. Depuis 6 mois, les rumeurs les plus folles ont circulé sur les réseaux sociaux et dans la presse malienne faisant état d'une libération imminente du Chef de file de l'Opposition politique. Il y a quelques jours, des informations relayées par la presse nationale et internationale affirment que la libération de Soumaïla Cissé ne serait plus qu'une question de jour. En témoignerait la libération de plusieurs djihadistes des prisons maliennes exigée par les ravisseurs du Chef de file de l'opposition politique en échange de son élargissement. Certes le cas de Soumaïla Cissé est devenu une cause nationale. Cependant il faudra s'inquiéter de la marchandisation de l'homme source d'un grand traumatisme au sein de sa famille et parmi ses proches.

Soumaïla Cissé est le plus célèbre des prisonniers des djihadistes au Mali à cause de la per-

sonnalité de l'homme. Trois fois candidat finaliste de l'élection présidentielle au Mali et Chef de file de l'Opposition politique malienne, Soumaïla Cissé n'a cessé de monter en grade au sein de la classe politique malienne. Il était devenu le principal opposant à l'ancien Président Ibrahim Boubacar Kéita (IBK), un opposant dont chaque sortie était attendue avec impatience par tous ceux qui voyaient capable de dire son fait à IBK. C'est ainsi qu'il est de-

venu, tout naturellement, le Président du FSD, (Front pour la Sauvegarde de la Démocratie) aux côtés de personnalités politiques comme Me Mountaga Tall et Modibo Sidibé entre autres. Ses partisans voyaient en lui le futur successeur d'IBK compte tenu de ses deuxièmes places lors de l'élection présidentielle de 2013 et 2018. D'ailleurs, l'élu de Niafunké avait clamé haut et fort être le vainqueur de 2018, une victoire qui lui aurait été volé à cause de la manipulation des résultats du scrutin par les organes chargés de la gestion du scrutin. L'enlèvement puis la séquestration de Soumaïla Cissé a provoqué une grande stupeur au sein non seulement de la classe politique mais également de la population malienne. L'on s'inquiétait de cette prise d'otage d'autant plus





qu'elle avait abouti à l'assassinat du garde de corps de Soumaïla Cissé, ce qui prouve la détermination des ravisseurs, et aussi par le fait que jamais le rapt du Président de l'URD n'a jamais été revendiqué officiellement. Cette situation avait été aggravée par le silence des autorités maliennes pendant longtemps avant la mise en place d'une commission chargée de négocier sa libération. Plusieurs fois le Président IBK avait fait croire que Soumaïla Cissé serait bientôt libéré avant que l'espoir suscité par les propos du Chef de l'État ne laisse la place au doute. Un journal local avait écrit un moment que le signal du téléphone de Soumaïla Cissé avait été capté dans le quartier de Sébénicoro où résidait IBK, faisant croire à une séquestration par ce dernier du Chef de file de l'Opposition politique.

Aujourd'hui, la rumeur colportée par les médias internationaux fait croire à une libération imminente de Soumaïla Cissé. Selon cette rumeur, des dizaines de djihadistes prisonniers du Mali auraient été libérés et conduits par avion à Tessalit dans le nord du Mali. Ce serait

une exigence des chefs djihadistes en échange de la libération de Soumaïla Cissé. Pour l'instant ni la famille du Chef de file de l'Opposition politique malienne ni les responsables de son parti n'auraient des informations crédibles attestant de la mise en route d'un tel échange. Il est vrai que la discrétion des autorités est de mise pour ne pas faire capoter d'éventuelles négociations. En effet, les ravisseurs ne souhaitant nullement être repérés par les forces armées maliennes et étrangères restent extrêmement prudents dans toutes leurs entreprises.

Le fait que la libération de Soumaïla Cissé soit présentée par des sources habituellement bien informées fait croire que cette fois pourrait être la bonne. Cette libération, d'après certains médias français généralement bien informés, prendrait en compte celle d'une otage française, Sophie Pétronin, enlevée dans la région de Gao et séquestrée depuis plus de trois ans. En dépit de ces informations venant de sources crédibles, la prudence est de mise chez les proches de Soumaïla Cissé. En effet, depuis

plus de six mois qu'il est détenu, Soumaïla Cissé est devenu une sorte de marchandise que le Président IBK a utilisée à des fins politiques. Aujourd'hui, il faut respecter la douleur de la famille de l'otage qui vit dans des tourments indescriptibles et cesser de jouer avec ses nerfs. Des images circulent ces derniers jours sur les réseaux sociaux attestant de la libération de Soumaïla Cissé. Les responsables de tels agissements sont loin d'imaginer le mal qu'ils font à sa famille, ses proches et tous ceux qui souffrent de la détention du Chef de file de l'Opposition malienne. Le respect pour Soumaïla Cissé passe aussi par le respect de la douleur et la souffrance des siens. Espérons que toute l'agitation actuelle soit le signe annonciateur de la prochaine libération de Soumaïla Cissé, libération attendue impatiemment par tous les hommes et femmes épris de liberté et de justice.

■ Diala Thiény Konaté

WESTERN
UNION

WU

MONEY TRANSFER

Aversion contre les classes dirigeantes au Mali : Faut-il jeter les hommes politiques à la mer ?

Le Mali va mal et les politiques en sont rendus responsables par une certaine opinion qui conclut qu'il faut mettre les politiques et les gouvernants de 1992 à maintenant dans les poubelles de l'histoire. Car, ils sont traités d'ordures et de « tous pourris ». Cette idée tend à prendre dangereusement racines au sein de la base sans rencontrer de contradictoire. Mais, les politiques sont-ils seuls responsables ? Le malien lambda est-il lui-même blanc comme lait de vache dans cette dégringolade continue de notre pays ?

On ne sait pas qui est à l'origine de cette aversion envers les politiques, mais elle a fleuri. La misère endémique, l'absence d'opportunités pour permettre aux populations de vivre décemment et surtout l'éclosion des détournements des fonds publics et autres malversations qui ont créé des richesses insolentes en un clin d'œil et surtout l'impunité qui les accompagne de la part des gouvernants, ont généré une profonde frustration chez la majorité exclue. Mais, elle le comprend en disant : est-ce que les moustiques peuvent créer les produits qui vont les tuer ? Les gens ont vu après la démocratisation leurs voisins pauvres devenir des Crésus en un temps de claquement de doigt. Ils ont vu des gens rouler en vieille moto « sortir leur coude » (avoir sa propre voiture), construire des villas partout et envoyer leurs enfants étudier en Occident (États-Unis, Canada, France, etc.). Pendant ce temps, la grande majorité des Maliens vivaient dans les privations de tout genre. Les frustrations nées de ce développement séparé s'expliquent objectivement par l'insolent étalage de signes extérieurs de richesses dont l'origine est connue de tous de la part des castes subitement enrichis et de nouveaux parvenus, a fini par provoquer une sourde révolte chez « les damnés du Mali ».

Or ces nouveaux riches appartiennent très majoritairement à la classe dirigeante, celle des politiques au pouvoir et des « maakalanneu » (ou intellectuels). En un temps record de l'installation de la démocratie, le pays a compté un peu moins de 20 nouveaux milliardaires parmi les fonctionnaires ; avec une poignée de leurs relais dans le secteur privé.

Enrichissement insolent des barrons du parti au pouvoir

Les Maliens ont estimé que ces détournements endémiques et impunis sont imputa-



bles aux politiques qui ont accédé au pouvoir par la démocratisation à partir de 1992. En effet, ces aspects dans la marche du pays, qui n'ont fait qu'empirer, sont concomitants avec la démocratisation, l'instauration du multipartisme et le règne d'un parti issu du Mouvement démocratique, l'Adema-PASJ. Du coup, un raccourci a fait croire que tous les malheurs du pays sont de la faute des partis politiques, des politiques et de la démocratie. Sans distinction.

Tout est-il la faute des politiques issus de ce Mouvement démocratique ? Il faut rappeler que c'est un parti issu du Mouvement démocratique qui a régné sans partage dix ans durant dans le pays en persécutant d'autres anciens collègues issus de ce mouvement. Et c'est ce parti qui a déterminé la marche du pays et se succède à lui-même depuis 30 années sous des visages différents.

C'est une petite partie du Mouvement démocratique qui a gouverné contre une majorité écrasante à qui elle a fait subir le pire sous Alpha Oumar Konaré. Mettre toutes les composantes du mouvement démocratique dans le même sac n'est pas logique. Et chacun doit être jugé par les actes posés.

Ainsi, on en est arrivé à avoir la conviction que les hommes politiques de 1992 à maintenant sont tous pourris et qu'ils doivent tous être

écartés de la gestion du pays. « Place aux jeunes ». Et les remplacer par qui ? Les réponses concrètes tardent à venir là-dessus. Même si certains estiment que les milieux religieux (musulmans) et la Charia feraient bien l'affaire. On parle aussi des jeunes. Ils voient un Etat islamique pour mettre fin à l'injustice et à l'impunité, ils sont forts les islamistes, pense-t-on. Mais évincer les politiques (tous) de la gestion de l'État ? Autant écarter les maçons des chantiers et les mécaniciens des garages. Et puis, il convient de poser la question : sont-ils tous pareils réellement ? Et sont-ils tous égaux face à la responsabilité ?

Le président Modibo KEITA n'a pas été élu. Les Maliens ne sont donc pas responsables. Il a régné avec un parti unique. Idem pour Moussa TRAORÉ qui a exercé avec une junte militaire avant de continuer avec un parti unique. Mais depuis le régime « Moussa » et l'instauration du multipartisme, tous les autres ont été élus. Par le peuple souverain. Donc ils ont accédé au pouvoir par la volonté populaire. Mieux, avec le multipartisme, ils avaient le choix sur toute une palette de candidats présentés par un parti politique et d'autres indépendants.

« On s'est tiré une balle dans le pied, on a fait yabé »

On est seul responsable quand on a eu le libre choix, on est responsable de ce qui va advenir. Du reste, les Maliens ont fini par prendre conscience de leur responsabilité dans cette problématique avec IBK. C'est ainsi qu'après le fantastique plébiscite de IBK en 2013, ils ont fini par prendre conscience de leur lourde faute en lui donnant le pouvoir. Une phrase est depuis répétée par eux : « On s'est tiré une balle au pied ». Une version en bamanankan existe : « On a fait yabé » (marquer contre son camp en football).

Entre parenthèses, il est permis de croire qu'ils ne vont pas tirer les conséquences et la prochaine fois, ils feront encore yabé. Jusqu'à quand ?

Maintenant, en 1992 et l'instauration de la démocratie par le Mouvement démocratique, ils ont élu un président contre d'autres candidats. En 1992, ils ont voté pour un candidat connu, Alpha Oumar KONARÉ, AOK. En effet, ce dernier avait été ministre sous le général Moussa TRAORÉ qui l'avait congédié pour des raisons connus par tous. Ils l'ont réélu ensuite.

Ensuite, lors du face à face entre finalistes en 1992, retransmis par la télé, le journaliste qui menait les débats avait posé aux deux candidats la question de savoir quelle serait leur stratégie pour développer le Mali. La réponse de AOK fut : par la tontine. Et les Maliens l'avaient élu président de la République. Ils l'ont réélu malgré ses fautes graves commises contre la démocratie et le Mali.

À titre d'exemple, une des toutes premières entreprises par AOK fut de démanteler l'Armée malienne, un pays déstabilisé par la rébellion depuis 1990. Le peuple est-il blanc ? Parfois il ne faut pas oublier de balayer devant sa porte avant de jeter le caillou au voisin. On ne peut pas voter pour un candidat à cause de l'argent qu'il donne et s'attendre à ce qu'il travaille pour vous, pour l'intérêt commun. Il faut savoir prendre en compte les conséquences des actes qu'on pose. Il faut voter pour les candidats valables et on aura de bons dirigeants. Les gens oublient très souvent de le faire dans ce pays.

■ Amadou TALL

Gouvernement de Transition : La montagne a-t-elle accouché d'une souris ?



Les membres du nouveau gouvernement sont connus depuis avant-hier lundi. Comme le veut la charte de la transition, il est composé de 25 membres, avec la présence de quatre militaires pour autant de femmes, sans jeune stricto sensu même si Mohamed Salia Touré est catalogué dans cette frange sociale. Des représentants des groupes armés (CMA-Plateforme) y siègent également à travers quatre ministres dont Mossa Ag Attaher et Me Harouna Toureh. L'annonce a été faite le lundi à travers un flash spécial sur l'ORTM, par la lecture du Décret 2020-0074/PTRM du 05 octobre 2020 portant nomination des membres du Gouvernement. Comme il fallait s'y attendre, dans cette équipe, c'est la junte qui se taille la part du lion en s'adjudant quatre portefeuilles ministériels de souveraineté, notamment les Ministères de la Défense, de la Sécurité, de la Réconciliation Nationale et de l'Administration Territoriale. S'y ajoute, on ne le dit pas beau-

coup, le poste de vice-président de la transition chargé des questions de défense et de sécurité. Si on ne peut pas dire grand-chose au fait que la Défense et la Sécurité leur soient attribuées, on ne peut en dire autant pour les Ministères de la Réconciliation Nationale et de l'Administration Territoriale, surtout pour ce dernier qui aura la lourde tâche d'organiser les élections dans 18 mois, pour ouvrir la voie de retour du Mali à une vie constitutionnelle normale.

Dès lors, peut-on parler de mauvais casting ? Ça en a tout l'air, car ces deux postes clés devraient normalement revenir à des hommes de sérail (un expert des élections à l'Administration Territoriale). Un autre point qui risque de susciter des bruits est le fait de confier le Ministère de la Fonction Publique à Me Harouna Toureh. En effet, si ce dernier devait être amené à faire un travail de sous-marin comme il sait le faire, d'où d'ailleurs les incessants quiproquos entre lui et nombre de ses anciens

camarades de la Plateforme, cela peut entraîner le gouvernement de transition dans un cercle vicieux.

La forfaiture la plus totale reste cependant l'exclusion du M5-RFP qui, contrairement à ce qu'on raconte çà et là, n'a même pas été consulté par rapport à la formation du gouvernement, à fortiori y participer. Autrement dit, le M5-RFP n'est pas représenté dans ce gouvernement de transition ! Toute une prouesse donc pour les nouvelles autorités, qui réussissent ainsi à se fabriquer une opposition ! Malgré ce rendez-vous manqué du train de changement du fait des turpitudes des jeunes militaires de Kati ayant apparemment pris goût au pouvoir, le M5, nous en sommes sûrs, veillera au « grain », comme on dit !

En effet, le M5-RFP, ça aussi nous l'avons dit, a certes connu un problème de croissance dû en partie à la trop grande propension de certains de ses membres à se montrer (des brebis galeuses qui pullulent en son sein) pour des strapontins. Mais comme souligné, c'est juste un problème de croissance inhérent à tout regroupement humain qui ne saurait empêcher ce mouvement de faire sa mue vers une organisation de veille citoyenne dans la construction du Mali nouveau.

Oui, il est impérieux que le M5-RFP reste présent sur la scène politique nationale pour jouer ce rôle de veille qui constitue l'essence même de sa création, le seul souci qui anime ses acteurs, les vrais, étant celui d'un Mali digne de ce nom, géré sur la base d'une gouvernance vertueuse au triple plan sociopolitique et économique, capable de se défendre avec une armée formée et équipée tant moralement que matériellement. Puisque, œuvrer pour la concrétisation d'une telle volonté peut se faire à tous les niveaux, qu'on soit dans l'appareil d'Etat ou pas, le M5-RFP n'a donc rien perdu ! Dès lors, doit-il espérer un quelconque changement de ce gouvernement ? Le doute est permis, car même la loi sur le genre n'a pas été respectée, d'où la présence de seulement 4 femmes au sein de l'équipe gouvernementale. Autre impair, le dédain fait à la classe politique traditionnelle (opposition et majorité confondues). Peut-on vraiment construire le Mali nouveau dans ce contexte ? That is the question !

■ **Yama DIALLO**

La liste des ministres

1. Ministre de la Défense et des Anciens Combattants : Col Sadio Camara
2. Ministre de la Justice, Garde des Sceaux : Mohamed Sida Dicko
3. Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation : Lt-Col Abdoulaye Maiga
4. Ministre de la Sécurité et de la Protection civile : Col Modibo Koné
5. Ministre la Réconciliation nationale : Col Major Ismaël Wagué
6. Ministre de la Refondation de l'Etat chargé des Relations avec les Institutions : M. Mohamed Coulibaly
7. Ministre des Transports et des Infrastructures : M. Makan Fily Dabo
8. Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale : M. Zeyni Moulaye
9. Ministre de l'Economie et des Finances : M. Alfousseyni Sanou
10. Ministre des Affaires foncières, de l'Urbanisme et de l'Habitat : M. Dionké Diarra
11. Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion des Investissements : M. Arouna Niang
12. Ministre de la Communication et de l'Economie numérique : Dr Hamadoun Touré
13. Ministre de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme : Mme Kadiatou Konaré
14. Ministre de l'éducation nationale : Pr Doulaye Konaté
15. Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique : Pr Amadou Keïta
16. Ministre de la Santé et du Développement social : Dr Fanta Siby
17. Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche : M. Mahmoud Ould Mohamed
18. Ministre des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration africaine : Al Hamdou Ag Ilène
19. Ministre du Travail et de la Fonction publique - PPG: Me Harouna Mahamadou Touré
20. Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle : M. Mohamed Salia Touré
21. Ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable : Mme Bernadette Keïta
22. Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille : Mme Bintou Founé Samaké
23. Ministre des Mines, de l'Energie et de l'eau : M. Lamine Seydou Traoré
24. Ministre de la Jeunesse et des Sports : M. Moussa Ag Attaher
25. Ministre des Affaires religieuses et du Culte : Dr Mahamadou Koné.

Bamako, le 5 octobre 2020

Le Président de la Transition, Chef de l'Etat

Bah N'Daw

Le Premier Ministre

Moctar Ouane

Rumeurs d'annexion d'une partie du territoire malien : **Démenti des autorités algériennes**



Depuis deux semaines, des rumeurs faisaient état de l'annexion d'une partie du territoire malien par l'Algérie. Des troupes algériennes avaient en effet été vues en train de franchir la frontière d'In Halid, cercle de Tessalit dans la région de Kidal. Des informations contradictoires avaient fait état de l'annexion de plusieurs centaines de kilomètre carré du territoire malien, une frontière bornée depuis plusieurs années, à travers une opération militaire algérienne intervenue le 23 septembre 2020, soit le lendemain de la Fête de l'Indépendance du Mali.

Aussi certains observateurs avaient commenté que par cette annexion, les responsables algériens poignardaient ainsi le Mali en violant, au vu et au su des forces Barkhane et des Nations Unies, le principe de l'intangibilité des frontières, remettant en cause l'indépendance du Mali et des règles établies par les Nations Unies. Beaucoup y avaient cru, car les enjeux, pour le nord du Mali, sont de taille. Pour rappel toutes les zones au Centre et au Nord Mali sont riches en ressources minières, en gaz et en pétrole, à savoir le bassin de Taoudéni s'étendant de la Mauritanie à l'Algérie, le bassin de Tamenas prolongé par le bassin des ulmeden au Niger, graben de Gao, le Rift de Nara.

On voyait ainsi en cela une volonté nourrie par l'Algérie de vouloir profiter d'une période de crise malienne pour poignarder le peuple malien dans le dos qui l'a aidé de 1960 à 1963 à conquérir son indépendance en envoyant des militaires maliens lutter contre la France. Et on concluait que l'Algérie imposait ainsi une guerre aux Maliens, à travers l'engagement inévitable des forces militaires maliennes pour récupérer la partie du territoire annexée par les militaires algériens.

Démenti des autorités algériennes

Il en a fallu du temps, mais les autorités algériennes, à travers le ministère de la Défense nationale, ont démenti « formellement », ce lundi dans un communiqué, la présence de soldats de l'Armée nationale populaire au Mali, réfutant également toute annexion d'une partie du territoire du pays, telle que rapportée par « des parties maliennes et reprise par certains médias maliens ». « Suite à certaines allégations formulées par des parties maliennes et reprises par certains médias maliens, faisant état d'une prétendue présence des éléments de l'Armée nationale populaire dans la localité frontalière malienne d'In Khalil et

qu'une partie du territoire malien a été annexée par l'Armée algérienne, le ministère de la Défense nationale tient à apporter un démenti formel à ces allégations tendancieuses », a annoncé le ministère de la Défense dans un communiqué diffusé ce lundi.

Le ministère algérien de la Défense explique que ces allégations font suite à « une mission technique conduite par des experts relevant du Service géographique et de télédétection de l'Armée nationale populaire accompagnés par un détachement de sécurisation et de protection ». Réalisée « à l'intérieur du territoire national », la mission avait pour objectif d'« effectuer des travaux de vérification des bornes du tracé frontalier algéro-malien à proximité de la localité frontalière malienne d'In Khalil. Cette mission technique a achevé ses travaux en date du 21 septembre 2020 avant de quitter les lieux sans enregistrer aucun incident », précise le ministère algérien de la Défense Nationale. Fin d'une polémique donc ?

La confiance n'excluant pas le contrôle, les autorités maliennes doivent dépêcher une mission dans la zone concernée pour en avoir le cœur net !

■ Yama DIALLO

Transition au Mali : Faire de la demande d'intégrité une opportunité

La transition au Mali, c'est ce qui fait débat aujourd'hui avec Wathi. Vous estimez qu'il y a un moment particulier de demande d'intégrité de la part des citoyens maliens dont il faut se saisir pour ne pas rater la transition.



Oui, depuis les manifestations du mouvement M5 jusqu'aux commentaires des citoyens maliens sur le choix des personnalités censées diriger la transition, on a beaucoup entendu les dénonciations de la corruption et des appels à l'émergence d'une nouvelle classe politique intègre. Le choix du colonel à la retraite Bah N'Daw pour présider le pays pendant la transition a été généralement salué par beaucoup essentiellement parce qu'il est décrit comme une personnalité intègre qui n'a pas été associé pendant sa carrière dans l'armée à des affaires de malversations.

Le choix qui s'est porté sur l'ancien ministre des Affaires étrangères, Moctar Ouane, a aussi été apprécié par beaucoup de Maliens parce qu'il est réputé sobre et intègre. La question de l'intégrité des acteurs politiques est devenue centrale au Mali, aussi bien pour les citoyens notamment jeunes qui dénoncent la mauvaise gouvernance qui les prive d'opportunités, que par des acteurs qui s'en servent pour discréditer leurs adversaires politiques

et poursuivre leurs intérêts particuliers. Il faut se saisir de ce moment particulier où s'exprime une demande populaire d'intégrité pour pousser pour une rupture dans les pratiques politiques et administratives, et pour proposer des réformes institutionnelles qui renforcent toutes les institutions de contrôle financier, tous les dispositifs qui incitent à plus d'intégrité dans la vie publique. Nos travaux antérieurs à Wathi sur la lutte contre la corruption et sur les réformes institutionnelles contiennent quelques pistes à cet égard. Vous mettez en garde contre la perception qui voudrait que les militaires soient forcément plus vertueux que les civils... Oui, cette demande d'intégrité s'est traduite aussi par un soutien assez large des Maliens pour une transition qui serait dirigée par les officiers auteurs du coup d'État. Beaucoup considèrent que les personnalités politiques maliennes civiles ont mal géré le pays au cours des dernières décennies, sont responsables de la généralisation de la corruption, de l'affaiblissement de l'État et de facto, du

basculement dans l'insécurité d'une grande partie du territoire. Ils n'ont pas tort mais il ne faut pas oublier que les militaires ont aussi toujours joué un rôle très important dans la vie politique du pays et ont été aussi pour beaucoup des grands acteurs de toutes les formes de corruption et d'enrichissement illégitime.

Vous rappelez qu'un rapport du groupe d'experts des Nations Unies sur le Mali -publié quelques jours avant le coup d'État- mettait en cause gravement des hauts responsables militaires même dans des activités criminelles comme le trafic de drogue...

Tout à fait. Que ce soit au Mali, au Niger ou au Nigeria, on sait aussi à quel point les plus gros scandales d'abus de fonctions publiques à des fins d'enrichissement privé ont souvent concerné le secteur de la défense et de la sécurité et autant des personnalités civiles que des militaires.

Dans le contexte de la transition au Mali, il faudra donc être aussi vigilants à l'égard des civils que des militaires nommés dans des postes à responsabilité où résident des opportunités de malversations. L'un des risques importants pendant une période de transition est que certains la considèrent comme une opportunité unique à saisir pour régler durablement leurs problèmes financiers en quelques mois, en profitant d'une nomination à une fonction publique, de contrats de fourniture de services ou de biens à l'État obtenus par des relations personnelles et sans avoir les qualifications nécessaires.

Il faut aussi être vigilant quant au respect minimal de l'État de droit et clarifier, maintenant que le cadre institutionnel de la transition est défini, la situation de toutes les personnalités civiles et militaires arrêtées, depuis le 18 août dernier, dont l'ancien Premier ministre. La transition au Mali est un moment charnière qui peut être un tournant historique positif ou se transformer au contraire en une nouvelle période d'approfondissement du délitement de l'État malien et de la société. L'enjeu est crucial pour toute la région. Sans une stabilisation politique et institutionnelle du Mali, il n'y aura pas de sécurité dans le Sahel et dans tout son voisinage ouest-africain. C'est aussi simple que cela.

Source : RFI

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Le gombo : Vertus pharmacologiques et nutritionnelles

Le gombo est un légume-fruit, provenant d'une plante tropicale appelée la fleur d'hibiscus, aussi connu sous le nom d'Okra. Il se marie avec la plupart de nos plats africains, un véritable concentré en vitamines, minéraux et nutriments, le gombo fait des miracles.

En cette saison hivernale, le gombo est l'un des légumes saisonniers qui bonde les marchés plus précisément celui de Médina Coura (Souninkoura). Il est cultivé dans nos régions en particulier dans la cité verte (Sikasso).

Il est 6 heures ce jour-là au marché Soukounikoura. Déjà, les marchandes se dirigent vers

ce mini bus rempli de gombo venu de Sikasso. Les marchandages se passent entre les transporteurs et les marchandes, afin de trouver un prix abordable et bénéfique pour tous.

Amidou, transporteur nous donne les prix : "le sac de 50kg est vendu à 2 000 F CFA mais parfois on vend jusqu'à 4 000 F CFA ou plus, s'il y a pénurie". Le gombo aide dans la lutte contre

certaines maladies comme l'asthme, dans la prévention des maladies rénales.

Il contribue à une grossesse saine en permettant le développement et la multiplication très rapide des cellules.

Le gombo peut également agir sur l'asthme ; c'est-à-dire qu'il fait partie des légumes les plus riches en vitamine C. Or, selon une étude publiée en 2000 par la revue médicale américaine Thorax, la vitamine C est très efficace pour lutter contre les symptômes asthmatiques, en particulier chez les enfants.

Le gombo aide à diminuer le cholestérol. Excellent pour le transit, il booste le système immunitaire grâce à sa richesse en fibres, micronutriments et sels minéraux.

Consommé dans la plupart des temps avec du riz, du tô, il peut aussi se manger cru ou cuit, braisé, bouilli, cuit à la vapeur, pané puis frit, sauté ou mariné.

Oumou Fofana



Coopération militaire : Le Maroc et les États-Unis signent un accord

Le secrétaire d'État américain à la Défense a terminé vendredi sa visite en Afrique du Nord. Mark Esper était au Maroc, après être passé par la Tunisie et l'Algérie dans la semaine. Cette tournée de trois jours avait pour objectif de renforcer la coopération militaire, la lutte contre le jihadisme et la sécurité dans la région.

« Notre alliance est forte et faite pour durer » a déclaré le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita, après avoir vu le secrétaire d'État américain à la Défense. Ce dernier a également rencontré le chef d'état-major et le ministre délégué à la défense marocains.

Accord de coopération militaire

Comme en Tunisie mercredi 30 septembre, Mark Esper a signé à Rabat un accord de coo-

pération militaire d'une durée de 10 ans avec le ministre délégué chargé de l'Administration et de la Défense nationale, Abdellatif Loudiyi. Il souligne que les États-Unis et le Maroc travaillent étroitement, plus que jamais selon lui, dans le domaine de la sécurité.

Cet accord décennal ouvre la voie à une coopération dans le domaine militaire stratégique, les achats d'armes et d'équipements, la formation militaire, ainsi que le renseignement

entre les deux pays, précise notre correspondante à Casablanca, Nina Kozlowski.

Mark Esper insiste notamment sur les questions de terrorisme, de menaces transnationales ou de l'instabilité régionale. Washington souhaite s'appuyer dorénavant sur des partenaires africains fiables pour stabiliser la situation notamment en Libye et au Sahel. C'est le cas du Maroc, considéré comme un acteur majeur sur le continent par les États-Unis.

Chaque année, le royaume chérifien accueille sur son sol un exercice militaire sous la houlette de l'Africom, le commandement militaire américain pour l'Afrique. Les États-Unis sont aussi le premier fournisseur d'armement du pays.

Cette visite américaine intervient alors que doit reprendre ce vendredi à Bouznika, dans la région de Rabat, le dialogue libyen. Ce dialogue se fera en présence de parlementaires des deux camps, celui de Fayed el Sarraj et celui du maréchal Khalifa Haftar.

Le secrétaire d'État américain à la Défense Mark Esper avec le ministre des Affaires Étrangères marocain Nasser Bourita à Rabat, le 2 octobre 2020. AP Photo/Mosa'ab Elshamy





Abidjan, le 4 octobre 2020, l'ex-député Kouadio Konan Bertin, 51 ans, se présente officiellement pour la deuxième fois à la présidentielle du 31 octobre 2020

Présidentielle en Côte d'Ivoire : La candidature indépendante de Kouadio Konan Bertin

Cadre dissident du PDCI, l'ancien député de 51 ans avait recueilli 3,88 % des suffrages lors du scrutin présidentiel de 2015.

Le candidat indépendant à l'élection présidentielle ivoirienne, Kouadio Konan Bertin, s'est engagé, dimanche 4 octobre, à « servir » la « paix » et « l'unité nationale » lors de sa cérémonie d'investiture à Abidjan, a rapporté un journaliste de l'AFP. « J'ai décidé de prendre mes responsabilités, j'ai décidé de présenter ma candidature à l'élection présidentielle » du 31 octobre, a déclaré M. Konan Bertin devant 2 000 personnes réunies au Palais de la Culture d'Abidjan.

Cet ancien député de 51 ans est un dissident du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), la principale formation d'opposition, qui l'a

sanctionné vendredi en l'excluant temporairement. Surnommé KKB, il se veut le candidat des jeunes et s'est opposé à la désignation comme candidat du PDCI de l'ex-chef de l'Etat Henri Konan Bédié, 86 ans.

Déjà en 2015, il s'était présenté au scrutin présidentiel contre l'avis de son parti qui avait choisi de ne pas présenter de candidat et avait soutenu Alassane Ouattara, réélu. KKB n'avait obtenu que 3,88 % des voix. Ancien président de la jeunesse du PDCI et actuellement conseiller municipal de Port Bouët, l'une des communes d'Abidjan, KKB a plaidé pour davantage de justice sociale en Côte d'Ivoire. Pour les jeunes, qu'il espère séduire, il a promis un « prêt sans intérêt garanti par l'Etat pour financer les études ».

« Objectif suprême »

« C'est le plus jeune des candidats, je pense qu'il est bien placé pour aider la jeunesse », a estimé auprès de l'AFP Yé Elysée Santia, un étudiant de 20 ans portant un tee-Shirt sur lequel était écrit : « Je suis jeune, je choisis KKB ».

Commentant la présidentielle à venir, Kouadio Konan Bertin a fustigé « un pauvre remake de 2010, avec le même casting et le même scénario ». Le scrutin de 2010 opposait déjà Alassane Ouattara à Henri Konan Bédié, ainsi qu'à Laurent Gbagbo, alors président, dont la candidature a été invalidée en 2020 par le Conseil constitutionnel.

La crise post-électorale de 2010-2011, née du refus de Laurent Gbagbo de reconnaître sa défaite face à Alassane Ouattara, avait fait 3 000 morts. « Je m'engage à servir l'objectif suprême de la paix », a insisté KKB.

La tension politique est forte en Côte d'Ivoire à un mois du scrutin présidentiel. En août, une quinzaine de personnes ont été tuées dans des violences après l'annonce de la candidature de M. Ouattara à un troisième mandat controversé.

Source : Le Monde avec AFP

Tournoi de montée en D1 : L'ASKO et le cass débutent bien

La lutte pour la montée en première division a débuté, lundi dernier et se poursuivra jusqu'au 11 octobre. A cette date, on connaîtra le nom des trois clubs promus dans l'élite.

En attendant, L'ASKO commence bien la compétition. Le champion de Bamako a assuré le service minimum devant Attar club de Kidal (1-0), au Stade Mamadou Konaté, comptant pour la première journée de la poule A, basée à Bamako. L'unique but de la rencontre a été marqué par le meilleur buteur du championnat de D2 du District de Bamako, Youssouf Simpara (9è min).

Ce jeudi, Attar club de Kidal affrontera l'US Bougouba au compte de la 2è journée tandis

que le dernier match de la poule mettra aux prises l'US Bougouba et l'ASKO, le dimanche 11 octobre.

Dans la poule C, basée à Mopti, le Centre d'animation sportive de Sévaré (CASS) a battu l'Espérance sportive de Gao (2-1). Les deux buts de CASS ont été inscrits par Seyba Cissé (7è min) et Thiory Diarra (22è min) tandis qu'Ibrahima Dicko (22è min) a marqué pour l'Espérance sportive de Gao. L'équipe de Gao en découdra avec Alfarouk de Tombouctou ce

jeudi lors de la 2è journée.

La poule B, logée à Sikasso, devait mettre aux prises l'AS Douanes, la Renaissance de Kéniéba et le champion de la ligue de Ségou, mais la 4è Région n'a pas pu terminer sa compétition régionale pour désigner son champion. Le ticket de la poule B se joue donc entre l'AS Douanes et la Renaissance de Kéniéba. Les deux équipes vont s'affronter en aller-retour. Elles affrontent aujourd'hui pour première manche avant de se retrouver vendredi au compte de la manche retour.

Le tournoi de montée en première division met aux prises les champions régionaux et celui du District de Bamako. Les équipes sont divisées en trois poules, basées à Bamako, à Sikasso et à Mopti.

Le premier de chaque groupe accède à la première Division pour la saison 2020-2021.

Boubacar KANTE





Bélier (21 mars - 19 avril)

Désireux de provoquer du changement, voire de l'inédit dans votre activité, vous n'en perdez pas moins votre rigueur et votre sens des responsabilités. Sachez résister aux chants des sirènes, car l'herbe ne sera pas forcément plus verte ailleurs.

Il serait bon de solliciter un entretien afin de définir avec précisions vos requêtes et de tirer un peu plus sur vos avantages. Vous n'obtiendrez pas forcément beaucoup d'argent, mais ce petit plus financier constituerait la cerise sur le gâteau.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Mars au trigone de Jupiter vous rend entreprenant et dynamique. Les idées que vous défendrez aujourd'hui convaincront l'entourage professionnel sans difficultés et vous aurez l'occasion d'occuper le devant de la scène. C'est le moment de vous démarquer.

L'envie de vous tranquilliser financièrement vous incite à chercher d'autres moyens d'arrondir vos fins de mois. C'est une bonne idée, mais n'acceptez pas n'importe quoi, notamment une proposition de confier vos économies pour les faire fructifier.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Jupiter en Sagittaire apporte à votre vie professionnelle un tournant. Vous désirez une activité où vous communiquez ou avez une clientèle. Une formation peut être proposée pour repartir sur une nouvelle orientation plus en rapport avec votre personnalité.

Ne faites pas trop de dépenses inconsidérées, elles finiraient dans le placard et vous avec des regrets. Il y a des erreurs d'appréciation et vous surestimez votre budget. Vous vivez au-dessus de vos moyens et pouvez contracter des dettes ou emprunter.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous orienterez vos pincés de telle façon que vous ne pourrez pas louper cet ascenseur professionnel qui se profilera. Vous commencerez, mine de rien, à placer vos pions en travaillant de façon plus précise et en mettant votre créativité en avant.

Vous serez pragmatique, et chez vous, un euro sera un euro. Puisque vous n'aurez pas le choix, vous serez sérieux dans la gestion de votre budget. Vous trouverez même de l'intérêt à jongler avec les chiffres, si cela peut vous aider à économiser un peu.



Lion (22 juillet - 23 août)

On peut vous demander de travailler sur une activité utile à l'avenir du service. L'activité bat son plein et vous êtes investi. En étant un maillon essentiel d'une équipe, du plaisir arrive dans votre fonction. Un sentiment de fierté personnelle s'installe.

Vous faites preuve de prudence dans la gestion de l'argent. Toutefois, il y a un risque de sortie d'argent pour le véhicule ou la réparation d'appareils ménagers. Revoyez vos priorités sans stress en laissant du temps entre toutes les dépenses de loisirs.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Jupiter vous permettra de communiquer plus facilement, qu'il s'agisse des collègues, de collaborateurs, de votre chef ou d'un recruteur. Vous ne tournez pas autour du pot pour vous concentrer sur l'essentiel, ce qui sera remarqué et apprécié.

Il n'y aura rien à craindre aujourd'hui des planètes dans ce domaine. Certes il ne faudra pas vous attendre à remporter le jackpot, mais au moins, vous n'aurez pas de désagréables surprises côté finances. De quoi souffler et vous pencher sur d'autres sujets.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous pourriez recevoir l'appui d'un de vos chefs ou d'un collaborateur influent qui voit en vous, de bonnes capacités pour travailler en équipe. Vos compétences comme votre personnalité vous permettent d'évoluer favorablement dans une ambiance électrique.

La journée risque d'être calme, faite d'hésitations et d'envies sans actions. Vous pensez à un budget plus élevé pour faire davantage de loisirs et profiter des bons moments. Vous dépensez des petites sommes simplement pour limiter le découvert en fin de mois.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous réussirez à régler des problèmes professionnels ressemblant à de vrais casse-têtes, grâce à votre approche innovante, à votre manière de raisonner différente des autres. Aussitôt, vous disposerez d'une meilleure considération dans votre activité.

Vous aurez des idées très déterminées sur le meilleur moyen de faire fructifier votre argent. Mais afin d'éviter tout faux pas entraînant de mauvaises surprises, demandez conseil à des spécialistes, même si vous pensez être performant dans ce domaine.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les grands changements qui sont dans l'air depuis quelques semaines se font de plus en plus proches si ce n'est déjà fait pour certains d'entre vous. Ils vous obligeront à revoir vos priorités afin de vous adapter au mieux à ce qui vous perturbe par ailleurs...

Les rétrogradations planétaires troublent votre jugement. Il serait préférable de ne pas vous engager dans des dépenses ou dans des placements sans avoir vérifié que toutes les garanties soient notées noir sur blanc !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Déterminé, Pluton dans votre signe vous apportera l'endurance d'aller au bout de vos objectifs. Que vous soyez en activité ou en recherche, vous multipliez les démarches pour atteindre le but fixé, surtout si celui-ci est ambitieux. Et vous réussirez !

Ce n'est pas parce que tout va bien que vous pouvez vous permettre de faire n'importe quoi. Laissez votre carte bancaire chez vous aujourd'hui pour éviter de craquer devant les vitrines ou sur les sites de ventes privées. Ça vous évitera de regretter amèrement vos achats.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Une évolution importante arrive. Elle marque le début d'une réalisation attendue depuis longtemps. Votre personnalité conquérante revient et grâce à ce nouvel état d'esprit, vous abordez la suite de votre carrière professionnelle avec lucidité.

Vous pourriez fantasmer sur l'envie de gagner plus d'argent qu'auparavant. Ce désir entraîne un sentiment de frustration. Penser à l'argent vous rend un peu nerveux. Limiter vos sorties peut faire partie des concessions immédiates pour garder du budget.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous aurez l'impression que l'on tentera de vous glisser des peaux de bananes sous les pieds ou que l'on se fiche de vous. Vous aurez besoin de tirer l'affaire au clair avant de décider de l'attitude à adopter une fois que vous connaîtrez la vérité.

La situation ne sera pas si négative malgré la difficulté à disposer des moyens financiers dont vous aurez besoin à l'instant T. Vous devrez avoir une montre à la main pour respecter le timing, une calculatrice dans l'autre pour organiser votre gestion.



SAER GROUP C'EST:

**+ de 400
collaborateurs**

aux nationalités multiples, répartis au sein de
26 sociétés, qui oeuvrent tous au rayonnement
de la marque SAER.

SAER GROUP

TOMBOLA NISONDIA



SPiRiT

Jusqu'au 20 décembre 2020

Souscrivez à Damou à partir de 490 F ou aux forfaits Internet et Grati+ à partir de 500 F pour gagner chaque semaine de superbes cadeaux.